

Dans le détail :

Des Français un peu plus inquiets face à la situation financière mondiale actuelle pour la France que pour eux-mêmes

Une majorité de Français éprouve de l'inquiétude quant aux répercussions que pourrait avoir la situation financière mondiale actuelle sur le pays et sur leur propre situation actuelle. En effet, 79% se déclarent inquiets sur les conséquences que la situation actuelle pourrait avoir sur la France, et même près d'un tiers, 29%, dit ressentir une forte inquiétude. Plus des deux-tiers (67%) sont également soucieux quant aux répercussions qu'une telle situation pourrait avoir sur leur situation personnelle, dont 21% très inquiets.

Notons que cette inquiétude est **partagée aussi bien par les membres des catégories populaires que par les membres des catégories supérieures.** Elle est un peu plus ressentie par les femmes que par les hommes, par les habitants de province que par les habitants de la région parisienne, et par les sympathisants de Gauche davantage que par les sympathisants de Droite, mais reste majoritaire parmi toutes les catégories de population. Ainsi, 75% des sympathisants de Gauche craignent des répercussions directes sur leur propre situation, contre 55% de ceux de Droite.

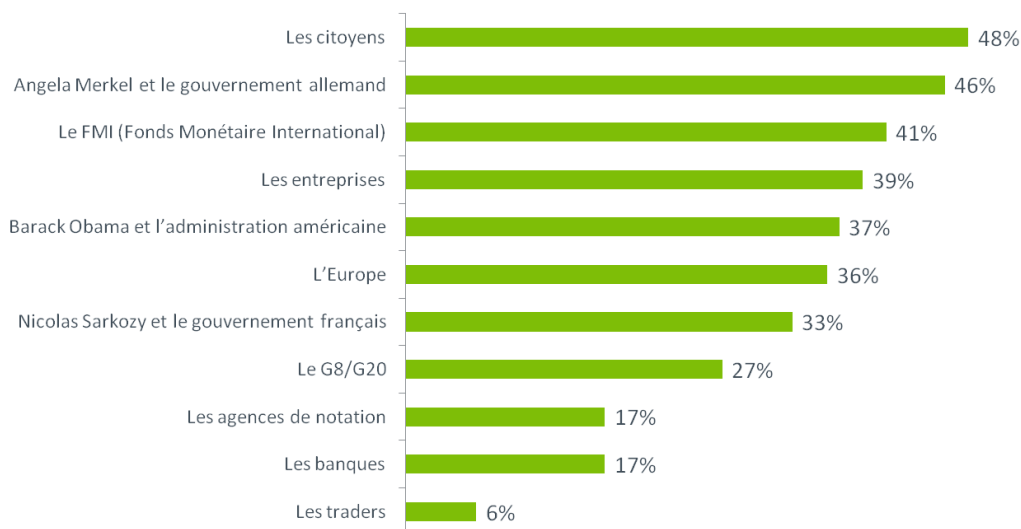
Une confiance faible dans les différents acteurs

Dans ce contexte anxiogène, quelle confiance les Français prêtent-ils à chacun des acteurs de cette conjoncture mondiale ? Dans tous les cas, même si des écarts existent, **une confiance assez faible.** Ainsi, pour près de moitié, ils placent avant tout leur confiance dans **les citoyens** (48%) afin d'éviter qu'une nouvelle crise financière et économique se déclenche. C'est ensuite la chancelière allemande, **Angela Merkel, et son gouvernement** qui bénéficient le plus de la confiance des Français (46% contre 51% de personnes ne leur faisant pas confiance), ce qui les placent assez largement devant **Barack Obama et l'administration américaine** (37% contre 59%), dont la gestion du risque de cessation de paiement a été critiquée, et devant **Nicolas Sarkozy et le gouvernement français** (33% contre 63%). Angela Merkel bénéficie probablement de l'image traditionnellement accolée à l'Allemagne, à savoir un pays rigoureux dans sa gestion des finances publiques. Un peu plus de quatre Français sur dix font confiance au **Fond Monétaire International** (41% contre 51%) pour éviter l'émergence d'une

nouvelle crise, un peu tiers d'un tiers à **l'Europe** (36% contre 60%) et un peu plus d'un quart aux **G8/G20** (27% contre 69%). Quant aux acteurs du monde économique et financier, ils ne suscitent guère plus de réassurance chez les Français. 39% accordent leur confiance **aux entreprises** (contre 57%), mais seulement 17% **aux agences de notation** (contre 79%), 17% **aux banques** (contre 80%) et 6% **aux traders** (contre 91%).

Tableau récapitulatif de la confiance accordée aux différents acteurs pour éviter le déclenchement d'une nouvelle crise

Faites-vous tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance à chacun des acteurs suivants pour éviter qu'une nouvelle crise financière et économique se déclenche ? (en % de Confiance)



© Harris Interactive

harris
INTERACTIVE 7

Que ce soient les institutions internationales, les gouvernements nationaux ou les acteurs économiques et financiers, **les Français n'accordent majoritairement leur confiance à personne pour éviter une crise semblable à celle qui avait éclatée en 2008**. Et la proportion de ceux qui font « tout à fait confiance » à un acteur ne dépasse jamais les 5%. Au global, près d'un Français sur cinq (17%) ne fait confiance à aucun des acteurs testés, (et même 21% des catégories populaires et 28% des personnes ne déclarant pas de préférence partisane).

Dans le détail, on constate cependant que les membres des catégories supérieures font un peu plus confiance que la moyenne aux citoyens (54%), à Angela Merkel et au gouvernement allemand (52%), aux entreprises (45%)

et à l'Europe (40% contre 31% chez les CSP-). Les plus jeunes placent également davantage leur confiance dans l'institution européenne (47%) et sont légèrement moins critiques sur les agences de notation et les traders (avec respectivement 25% et 11% de confiance). Mais la lecture des résultats est avant tout politique. **Si les sympathisants de Gauche font davantage confiance aux citoyens pour éviter l'éclatement d'une nouvelle crise** (57% contre 50% des sympathisants de Droite), ils **accordent systématiquement moins leur confiance aux autres acteurs**. En revanche, **75% des sympathisants de Droite font confiance à Nicolas Sarkozy** et à son gouvernement(en tête des personnalités et institutions auxquelles la confiance est accordée), 67% à Angela Merkel et au gouvernement allemand, 65% au FMI et 64% aux entreprises. Notons que les sympathisants du Front National se démarquent par une confiance faible envers tous les acteurs, y compris les citoyens (41%). Enfin, **constatons que plus l'on est inquiet sur les répercussions de la situation financière actuelle sur la France et sa situation personnelle, moins on est susceptible de croire en la capacité des acteurs à empêcher une nouvelle crise de se produire.**

La préférence affichée des Français pour une réduction des dépenses plutôt que pour augmentation des impôts

On le voit, les Français sont inquiets et n'accordent qu'une confiance ténue aux différents acteurs testés susceptibles d'influer sur la situation financière mondiale. Ils craignent des effets possibles sur la France. Dans ce cadre, **quelle attitude attendent-ils de la France ?** Si des mesures devaient être prises pour réduire davantage la dette et les déficits publics, souhaiteraient-ils plutôt voir l'Etat couper dans les dépenses ou augmenter les recettes à travers les impôts ? A cette question, forçant la dichotomie, **les Français répondent très largement préférer une réduction forte des dépenses**. Ils sont 85% à opter pour cette solution et seulement 12% pour l'augmentation substantielle des impôts. Si cette branche de l'alternative est un peu plus choisie par les hommes (17%), les membres des catégories supérieures (19%), les sympathisants d'extrême-gauche et de gauche (24%), elle reste une solution rejetée par un nombre important de Français qui préfèrent voir l'Etat concevoir un plan d'austérité dans les dépenses. Sans que celles-ci apparaissent pour autant clairement aujourd'hui...

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe - 5-7 rue du Sahel – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Opinion & Corporate - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr